



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-Le-Temple

Savigny-Le-Temple, le **10 SEP. 2025**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09 septembre 2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SABLIÈRES DE MEAUX

90 avenue Henri Dunant
77109 Meaux

Références : E25 - 2168
Code AIOT : 0006502240

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09 septembre 2025 de la carrière de sables et graviers alluvionnaires à ciel ouvert exploitée par la société SABLIÈRES DE MEAUX au 29 Rue du Général de Gaulle sur la commune de Poincy (77470). L'inspection a été annoncée le 05 septembre 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SABLIÈRES DE MEAUX
- 29 Rue du Général de Gaulle - 77470 Poincy
- Code AIOT : 0006502240
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Sablières de Meaux est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2019 DRIEE UD77 063 du 18 juillet 2019 à exploiter une carrière de sables et de graviers alluvionnaires à ciel ouvert, une installation de traitement de matériaux et une centrale de fabrication de béton prêt à l'emploi sur la commune de Poincy.

L'arrêté préfectoral n° 2022 DRIEAT UD77 132 du 27 octobre 2022 prolonge d'une durée de deux ans la finalisation de la remise en état de la carrière, jusqu'au 18 juillet 2024.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Hirondelles du rivage	Lettre du 04/07/2024	Sans objet
2	Durée d'autorisation	Lettre du 04/07/2024	Sans objet
3	Cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 18/07/2019, article III-14	Sans objet
4	Remblayage de la carrière	Arrêté Préfectoral du 18/07/2019, article III.15	Sans objet
5	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 18/07/2019	Sans objet
6	Rejets aqueux au niveau du décanteur - déshuileur	Arrêté Préfectoral du 18/07/2019, article IV.3.7	Sans objet
7	Bruit	Arrêté Préfectoral du 18/07/2019, article IV.6.1	Sans objet
8	Trafic routier	Arrêté Préfectoral du 18/07/2019, article IV.7.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société Sablières de Meaux poursuit la remise en état de sa carrière. Elle sollicite une prolongation de deux ans de l'autorisation, ainsi qu'une modification de la remise en état. Ces demandes sont en cours d'instruction.

La surveillance environnementale de 2024 n'a pas mis en évidence de dépassement de valeurs limites.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Hirondelles du rivage

Référence réglementaire : Lettre du 04/07/2024
Thème(s) : Autre, Préservation et protection de la communauté d'hirondelles du rivage
Prescription contrôlée : La société SABLIERES DE MEAUX devra, dans un délai maximal de 15 jours : <ul style="list-style-type: none">• faire intervenir un écologue afin d'évaluer la population d'hirondelles du rivage ayant colonisé le front de la carrière et déterminer les actions à mettre en œuvre pour la préservation et la protection de cette communauté d'oiseaux ;• (...)

Constats :

Un écologue est intervenu. Celui-ci a rappelé que la présence des hirondelles du rivage sur le front suspend de facto toute activité d'exploitation ou intervention humaine sur le site colonisé. Celui-ci a également indiqué qu'il est crucial qu'après le départ des derniers oiseaux, le site colonisé soit systématiquement rasé, pour éliminer les parasites (notamment les tiques du genre *Ixodes* sp. et les mouches hématophages *Ornithomya* sp.) qui, au fil de la saison de reproduction, infestent les terriers des oiseaux et affectent le succès de la reproduction et la survie des jeunes oiseaux.

L'exploitant a attendu le départ des hirondelles pour poursuivre les travaux de remblayage au niveau du front colonisé.

Ce secteur est dorénavant remblayé.

L'exploitant a indiqué que les hirondelles ont colonisé cette année les stocks de sables, situés en dehors de la carrière en cours de réaménagement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Durée d'autorisation

Référence réglementaire : Lettre du 04/07/2024

Thème(s) : Situation administrative, Prolongation

Prescription contrôlée :

La société SABLIERES DE MEAUX devra, dans un délai maximal de 15 jours :

- (...)
- solliciter une prolongation de son autorisation d'exploiter pour achever les travaux de remise en état de la carrière.

Constats :

La société Sablières de Meaux a porté à la connaissance du Préfet de Seine-et-Marne, dans un dossier du 17 juillet 2024, sa demande de modification de la remise en état et de prolongation de la durée d'exploitation de la carrière.

Ce dossier est en cours d'instruction.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2019, article III-14

Thème(s) : Risques accidentels, Mise en sécurité et remise en état

Prescription contrôlée :

(...)

II - La vocation du site à l'issue de sa remise en état est industrielle et agricole selon un modelé similaire aux terrains d'origine, et conformément aux dispositions de cessation d'activités susmentionnées. A terme, les terrains restitués retrouvent la cote d'origine :

sur le secteur 1 : de 47 m NGF à 52 m NGF d'est en ouest,
sur le secteur 2 : de 47 m NGF à 51 m NGF d'est en ouest.

La remise en état du site comprend notamment :

- La mise en sécurité des fronts d'exploitation. Celle-ci est assurée par le remblayage intégral des excavations, dans les conditions prévues à l'article III.15.
- Le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures (aires étanches, locaux, pistes...), infrastructures, équipements et stocks n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site. Tous les produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux sont définitivement évacués du site en fin d'exploitation. Les produits polluants et déchets sont valorisés ou éliminés dans des installations dûment régies à cet effet.
- Les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux ou de provoquer un incendie ou une explosion sont vidées, nettoyées, dégazées et le cas échéant décontaminées.

Elles sont, si possible, enlevées, sinon elles sont neutralisées par remplissage avec un solide inerte. Le produit utilisé pour la neutralisation recouvre toute la surface de la paroi interne et possède une résistance à terme suffisante pour empêcher l'affaissement du sol en surface.

- L'arasement des exhaussements liés à l'activité de la carrière et des installations de traitement au niveau originel du sol.
- Les terrains où l'activité extractive a été pratiquée et destinés à l'usage agricole sont remblayés avec les remblais extérieurs, des stériles de la découverte sur lesquels est procédé un décompactage profond suivi d'un régalinge des terres végétales.

Le régalinge final est d'un minimum de 30 à 50 cm de terres végétales pour les secteurs à vocation de culture. Il est pratiqué en veillant particulièrement à la régularité des terrains pour éviter la création de « mouillères ».

- Le bassin de récupération des eaux pluviales, d'une superficie d'environ 1500 m², situé sur les parcelles C37 et C38 est conservé.
- L'accès aménagé est conservé, ainsi qu'une zone stabilisée au nord.
- Une bande boisée est créée le long de la ligne SNCF.
- Une haie située près de la RD17a et aux abords du bassin est créée. Elle est constituée de prunelliers, cornouillers sanguins, viorne obier, saules.

Le plan de l'état final prévu, avec la destination des différents secteurs et leurs cotes caractéristiques, figure en annexe du présent arrêté.

Constats :

Les travaux d'extraction sont terminés.

L'exploitant poursuit le remblayage de la fosse. Il reste entre 30 000 à 40 000 m³ de vide à combler. Les merlons ont été terrassés et régalingés.

L'exploitant a conservé le bassin de récupération des eaux pluviales situé sur les parcelles C37 et C38.

L'exploitant indique qu'une bande boisée a été plantée au nord de la ligne SNCF.

Une haie est constituée le long de la RD17a et aux abords du bassin.

Il n'a pas été constaté de structure, infrastructure ou équipements au niveau de la carrière.

La plate-forme industrielle (installation de traitement des matériaux, centrale à béton), située en dehors du périmètre de la carrière en cours de réaménagement, sera conservée après la remise en état de la carrière, conformément aux dispositions de son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Remblayage de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2019, article III.15

Thème(s) : Risques chroniques, Qualité et traçabilité des remblais

Prescription contrôlée :

(...)

Le remblayage est réalisé avec les matériaux extraits du site (terres de découvertes, matériaux non valorisables, fines argileuses issues du lavage des matériaux) ainsi qu'avec des matériaux d'origine extérieure. Ces derniers ne peuvent être que des matériaux minéraux inertes, non contaminés ni pollués. Ils sont constitués de déblais de chantiers de terrassement. Ils sont préalablement triés à la source de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes et à écarter tout déchet tels que bois, métaux, plastiques, papiers, etc..

Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur. Ce bordereau atteste que les matériaux apportés sont conformes à leur destination.

L'exploitant tient à jour un registre ou un document synthétique sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones et les niveaux de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

Les matériaux d'apport extérieur acheminés par transport routier ne peuvent en aucun cas être déversés directement dans la fouille. L'exploitant prend toutes dispositions pour que la personne qu'il a préalablement désignée puisse contrôler la nature des matériaux déchargés, en particulier :

- l'exploitant ou son préposé vérifie la conformité du chargement avec le bordereau de suivi ;
- il fait procéder au déchargement sur une zone aménagée et réservée à cet effet ;
- il vérifie visuellement la nature des matériaux ;
- soit il autorise la mise en remblai, soit il fait recharger les matériaux indésirables et l'indique sur le registre susvisé ;
- le véhicule de transport des matériaux ne quitte le site qu'après en avoir reçu l'autorisation par l'exploitant ou son préposé qui a autorisé la mise en remblai des matériaux déchargés.

A titre exceptionnel, les matériaux d'apport dont l'exploitant ou son préposé reconnaît, après le départ du véhicule, que la nature n'est pas conforme aux prescriptions du présent article peuvent être stockés dans une benne présente sur le site sur une aire de dépôt tampon. Cette benne de refus est évacuée par les soins de l'exploitant vers un centre de traitement et d'élimination adéquat et dûment autorisé. La quantité stockée ne dépasse pas un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement ou d'élimination.

Ces différentes opérations sont reportées dans le registre susvisé.

Constats :

L'exploitant remblaie avec les stocks de sablons de mauvaise qualité, issus de l'exploitation de la carrière, ainsi qu'avec des remblais extérieurs. Les remblais extérieurs viennent des chantiers locaux. Il s'agit de terres de terrassement.

Chaque apport fait l'objet d'une déclaration d'acceptation préalable (DAP) afin de connaître l'origine des matériaux et contrôler leur caractère inerte. Ce document mentionne la provenance, leurs quantités, leurs caractéristiques, le nom du transporteur. Ce document, validé par la société SABLIERES DE MEAUX, constitue le bordereau de suivi.

L'exploitant tient à jour un registre des admissions sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur/producteur ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

Les chargements des camions sont contrôlés au niveau du pont-bascule à l'aide d'une caméra et lors du déchargement des camions au droit de la carrière.

Les matériaux, dont la qualité a été contrôlée et validée par l'exploitant sont ensuite poussés vers la fosse pour la remblayer.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2019

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance

Prescription contrôlée :

3 piézomètres de contrôle sont installés sur le site (suivant plan en annexe) :

- le premier en amont hydraulique du site près de l'accès côté gauche,
- le deuxième en aval hydraulique, en limite d'autorisation près de la voie de chemin de Fer et de la Marne,
- le troisième en aval hydraulique limite d'autorisation, près de la Marne et de la RN3.

L'exploitant consignera dans un registre les relevés d'analyses semestrielles effectuées dans chacun des piézomètres et portant sur les paramètres suivants : pH, conductivité, hydrocarbures totaux, DCO, DBO, Métaux totaux, COT, As, NO₃, Phosphore total et AOX.

Un bilan annuel quantitatif et qualitatif est adressé à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

Constats :

L'exploitant réalise des campagnes de mesures semestrielles sur 3 piézomètres, 1 en amont hydraulique et 2 en aval hydraulique.

La surveillance effectuée en 2024 ne met pas en évidence d'impact des activités de la société Sablières de Meaux sur la qualité des eaux souterraines.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Rejets aqueux au niveau du décanteur-déshuileur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2019, article IV.3.7

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle

Prescription contrôlée :

(...)

L'exploitant fait procéder par un laboratoire agréé à un contrôle tous les ans des rejets aqueux sur les paramètres inscrits dans le tableau ci-dessus.

Les résultats sont consignés dans un registre et un bilan annuel est adressé à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

Constats :

Le contrôle du 1^{er} octobre sur la qualité des eaux en sortie du séparateur d'hydrocarbures avant rejet dans le bassin d'eau pluviale, située à l'entrée du site, ne met pas en évidence de dépassement de valeur limite.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2019, article IV.6.1

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures des niveaux sonores

Prescription contrôlée :

Un contrôle des niveaux sonores conforme à la méthode de mesure éponyme définie à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 est effectué tous les ans par les soins de l'exploitant. Un bilan est adressé à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

Constats :

La campagne du 29 octobre 2024 de mesures des niveaux sonores en limite de propriété et en zones à émergence réglementée montre le respect des valeurs limites.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Trafic routier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2019, article IV.7.2
Thème(s) : Risques chroniques, Comptage
Prescription contrôlée : Le trafic maximum journalier est de 60 camions représentant 120 entrées ou sorties de la carrière (hors circulations entre les secteurs et véhicules de moins de 10 tonnes de PTAC). Un comptage des entrées/sorties de tous les poids lourds, y compris les moins de 10 tonnes de PTAC, est effectué et un état mensuel est établi. Ces états sont consultables à tout moment sur le site de la carrière par l'inspecteur des installations classées. Une synthèse de ces états est envoyée annuellement à l'Inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.
Constats : L'exploitant a transmis le registre du trafic routier pour 2024 présentant l'état mensuel. Le nombre maximal en 2024 de camions de plus de 10 t. est de 173 pour le mois de mars. Il est à noter que l'exploitant remblaie principalement la carrière avec les stériles de découvertes stockés sur site et reçoit peu de matériaux inertes extérieurs.
Type de suites proposées : Sans suite